

SAPHIR

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
1 Place Pereire
64 100 BAYONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SAPHIR

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
1 Place Pereire
64 100 BAYONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association SAPHIR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SAPHIR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

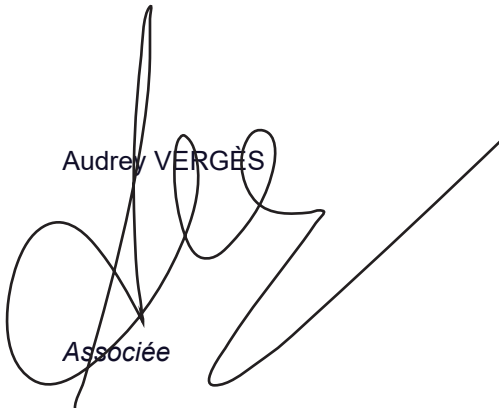
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application des statuts, nous vous signalons par ailleurs qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais prévus.

Fait à Bordeaux, le 17 juin 2025
Le commissaire aux comptes

B&B ASSOCIÉS

Audrey VERGÈS
Associée



Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	4 938	4 938		213	- 213
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 014	2 014			
Autres immobilisations corporelles	3 019	3 019			
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	15		15	15	
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	9 986	9 971	15	228	- 213
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	113 605	11 152	102 453	157 839	- 55 386
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	1 069 833		1 069 833	736 357	333 476
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	54 935		54 935	171 947	- 117 012
Charges constatées d'avance					
TOTAL (II)	1 238 373	11 152	1 227 220	1 066 143	161 077
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	1 248 359	21 123	1 227 235	1 066 372	160 863

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires	172 199	172 199	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	-33 768	-41 602	7 834
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 910	7 833	- 27 743
Situation nette (sous total)	118 521	138 431	- 19 910
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	118 521	138 431	- 19 910
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	36 463	47 502	- 11 039
TOTAL (III)	36 463	47 502	- 11 039
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 981	44 154	- 10 173
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	138 320	255 783	- 117 463
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	899 951	580 502	319 449
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	1 072 252	880 439	191 813
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 227 235	1 066 372	160 863
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	1 291 957	2 354 277	-1 062 320	-45,12
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 500		1 500	N/S
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	86 238	129 777	- 43 539	-33,55
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	14	11	3	27,27
Total des produits d'exploitation (I)	1 379 708	2 484 065	-1 104 357	-44,46
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	357 992	736 363	- 378 371	-51,38
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	66 003	123 832	- 57 829	-46,70
Salaires et traitements	770 039	1 288 923	- 518 884	-40,26
Charges sociales	180 549	329 342	- 148 793	-45,18
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	213	2 566	- 2 353	-91,70
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	24 822	91	24 731	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	1 399 618	2 481 117	-1 081 499	-43,59
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-19 910	2 948	- 22 858	-775,37
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées		1 264	- 1 264	-100
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)		1 264	- 1 264	-100
RESULTAT FINANCIER (III – IV)		-1 264	1 264	-100
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-19 910	1 684	- 21 594	N/S
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		1 530	- 1 530	-100
Sur opérations en capital		350	- 350	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)		1 880	- 1 880	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		-4 269	4 269	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)		-4 269	4 269	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		6 149	- 6 149	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	1 379 708	2 485 945	-1 106 237	-44,50
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 399 618	2 478 112	-1 078 494	-43,52
EXCEDENT OU DEFICIT	-19 910	7 833	- 27 743	-354,18
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 227 235,36 E.

Le résultat net comptable est une perte de 19 909,92 E.

OBJET SOCIAL

L'association SAPHIR a pour objet social de gérer des services d'accueil familial dans la région Nouvelle Aquitaine. Accueil chez l'assistant maternel, encadré par une équipe pluridisciplinaire, complété par des ateliers collectifs au sein des locaux dédiés.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

L'association SAPHIR propose des solutions d'accueil pour les jeunes enfants (0 à 3 ans). Elle propose également des formations et des innovations dans le domaine de l'éducation en général, et de la Petite Enfance en particulier.

SAPHIR porte les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire et vise plus généralement à proposer un accompagnement alternatif aux familles tout en accompagnant le parcours de professionnalisation des assistants maternels.

Elle fait partie du groupe CELESTE dont elle est une filiale à 100%.

Afin de gagner en lisibilité et en efficacité, tout en répondant au mieux au besoin des familles, l'Association CELESTE a décidé de structurer ses activités en procédant à des apports partiels d'actifs à effet du 1er janvier 2022 au profit de deux nouvelles associations autonomes, distinctes de CELESTE :

- Association SAPHIR qui gère l'activité de crèche familiale (environ 150 places en crèches familiales)
- Association KLEIN qui gère l'activité de micro-crèches (3 micro-crèches)

Dans le cadre d'une optimisation et d'une rationalisation des services, deux autres filiales associatives ont été créées afin d'accueillir :

- les fonctions « support » du groupe par la création de l'Association CELESTE SUPPORT
- les fonctions liées au développement de projets par la création de l'Association AZURITE qui est un incubateur de projet d'Innovation Sociale au service des territoires

Les différentes activités autour de l'enfance sont ainsi sectorisées tout en mutualisant les frais de fonctionnement et de stratégie de développement.

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association SAPHIR gère des crèches familiales sur un périmètre de 10 communes.

Au 31/12/2024, elle employait 19 assistantes maternelles, mais cet effectif sera en forte diminution en 2025 pour s'établir aux alentours d'une dizaine à la clôture des comptes de l'exercice 2025 (départ en retraite, départ pour statut d'indépendante, changement de voie professionnelle, glissement vers les structures micro-crèches).

Le siège social de SAPHIR est situé dans les locaux acquis et aménagés par le groupe CELESTE, situés 1 Place Pereire à Bayonne.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE DE L'EXERCICE

1. Diminution sensible du volume d'activité

Cette entité enregistre une forte diminution de son activité au regard de la baisse significative de l'effectif des assistantes maternelles.

2. Conséquences de la filialisation

Les refacturations à SAPHIR ont essentiellement concerné les charges suivantes :

- Achats non stockés
- Locations immobilières
- Maintenance technique et utilisation d'immobilisations (amortissements)
- Frais d'assurance
- Frais de personnel
- Honoraires
- Frais de communication
- Frais de missions et réception
- Frais telecom
- Frais de formation
- Impôts et taxes
- Frais financiers

Les clés de répartition des charges ont été affectées :

- A SAPHIR quand l'identification était possible (loyers immobiliers, assurances, formation,...)
- En fonction du chiffre d'affaires prévisionnel de chacune des entités pour les autres catégories de charges

A la clôture de l'exercice, la répartition entre les différentes filiales a été affinée pour tenir compte de particularités identifiables, notamment le poste frais de personnel.

Le montant total des frais refacturés à SAPHIR s'élève 318 974 € au titre de l'exercice 2024. Ce montant est inclus dans les charges d'exploitation de SAPHIR.

A noter qu'exceptionnellement, SAPHIR a facturé la mise à disposition d'un salarié à KLEIN pour un montant de 8 568 € comptabilisé en 708400.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Précision est apportée qu'aucun changement de méthode comptable n'a trouvé à s'appliquer sur les comptes annuels de l'association par suite de la mise en place du règlement ANC 2018-06.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 9 986

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	4 938			4 938
Immobilisations corporelles	5 033			5 033
Immobilisations financières	15			15
TOTAL	9 986			9 986

Amortissements et provisions d'actif = 9 971

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	4 725	213		4 938
Immobilisations corporelles	5 033			5 033
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	9 758	213		9 971

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciels	4 938	4 938	0	1 an
Materiel exploitation	2 014	2 014	0	3 ans
Agencements divers	579	579	0	5 ans
Materiel de bureau	2 440	2 440	0	3 ans
TOTAL	9 971	9 971	0	

Etat des créances = 1 183 438

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Actif circulant & charges d'avance	1 183 438	1 183 438	
TOTAL	1 183 438	1 183 438	

Créances sur entités du groupe : 948 k€

Provisions pour dépréciation = 11 152

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	18 276		7 124	11 152
Comptes financiers				
TOTAL	18 276		7 124	11 152

Produits à recevoir par postes du bilan = 97 283

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	97 283
Disponibilités	
TOTAL	97 283

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Provisions = 36 463

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques & charges	47 502		11 039	36 463
TOTAL	47 502		11 039	36 463

Etat des dettes = 1 070 902

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	33 981	33 981		
Dettes fiscales & sociales	138 320	138 320		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	898 601	898 601		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 070 902	1 070 902		

Dettes envers entités du groupe : 898 k€

Charges à payer par postes du bilan = 65 861

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	4 200
Dettes fiscales & sociales	61 661
Autres dettes	
TOTAL	65 861

AUTRES INFORMATIONS

Indemnité de départ à la retraite

Le montant de l'engagement de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à **36 463€**. Il a été calculé en tenant compte de l'ancienneté des salariés à la date d'évaluation, à savoir au 31 décembre 2024 auquel est appliqué un coefficient de revalorisation de salaire en fin de carrière et d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge du départ à la retraite.

Ce calcul est obtenu en retenant les variables suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.35 %
- Décroissance de revalorisation des salaires : faible
- Taux moyen de charges patronales : 42% pour les non cadres
- Table de turnover : rotation moyenne
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Age de départ : 60-64 ans (Age légal de départ à la retraite)
- Modalités de départ : 100 % à l'initiative du salarié

Cet engagement est comptabilisé.

Effectifs

Assistants maternelles 19

Garanties données Aucune garantie n'a été donnée par SAPHIR

Montant des honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes enregistré en charge au titre de l'exercice s'est élevé à 4 200 €.

Détail des transferts de charges

Détail des transferts de charges	Montants en euros
Transferts de charges de personnel (prevoyance)	37 634
Transferts de charges formations	16 234
Transferts de charges aides	14 206